



Evaluation des résultats

« Contrer la malédiction des ressources (Phase II): Promouvoir la bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme dans le secteur extractif à Madagascar »

MARS 2019

Equipe de recherche : Search MADAGASCAR

Rapport rédigé par : Aina RAMANANTSIAROVANA – Assistante en suivi et évaluation.

Contact:

Tiana RAVALOSON

Country Program Manager
Search for Common Ground

Antananarivo - Madagascar

+261 20 22 493 40

travaloson@sfcg.org

Sedera RAJOELISON

Design, Monitoring and Evaluation Coordinator
Search for Common Ground

Antananarivo – Madagascar

+261 20 22 493 40

srajoelison@sfcg.org

Table des matières

Liste des graphiques	3
Liste des tableaux	3
1. Résumé exécutif	4
Méthodologie	4
Limitations	4
Principaux résultats	5
2. Contexte du projet	7
3. Objectifs de l'évaluation et lignes d'enquête.....	7
4. Méthodologie	9
5. Résultats	11
5.1. Mesurer le niveau d'atteinte des résultats du projet.....	11
5.2 La réponse des participants aux activités de Search.....	21
5.3. Les leçons apprises, bonnes pratiques et les recommandations pour les initiatives futures ...	25
5.4 Les Histoires de succès	27
6. Conclusions.....	28
Annexes	29

Liste des graphiques

Graphique 1: Evolution de connaissance des personnes formées par région - résultat des pré et post test.....	12
Graphique 2: Proportion de personnes confiants dans la collaboration avec les autres parties prenantes afin de résoudre les problèmes liés aux droits de l'homme et à la gestion des ressources naturelles.....	13
Graphique 3: Proportion des personnes formées qui soutiennent et approuvent le plan d'action sur les principes volontaires désagrégé par région et par catégories.....	14
Graphique 4: Proportion des membres de la communauté qui ont participé à l'activité ont déclaré qu'il est possible de résoudre de manière pacifique les conflits avec les sociétés extractives.	17
Graphique 5: % de participants aux plateformes de dialogue qui déclarent que le dialogue communautaire est une approche fructueuse pour traiter les questions liées aux droits de l'homme et à la gestion des ressources naturelles	18
Graphique 6 : Graphique 7: perception des membres de comité sur la collaboration la plus fructueuse	22
Graphique 8 : perception des membres des comités sur la collaboration la moins fructueuse..	Erreur ! Signet non défini.

Liste des tableaux

Tableau 1: tableau d'indicateurs des résultats du projet.....	19
---	----

1. Résumé exécutif

En 2016, Search a implémenté un projet pour contribuer à « contrer la malédiction des ressources : pour améliorer la bonne gouvernance et le respect des droits de l'Homme dans le secteur extractif à Madagascar » avec l'appui financier du gouvernement britannique, à travers le Foreign Commonwealth Office. Des renforcements de capacités sur les principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme des acteurs impliqués dans le secteur extractif, des émissions radiophoniques, des tables rondes nationales et la mise en place d'un comité pour assurer le suivi des respects des principes volontaires ont été les principales activités mises en œuvre. Dans le but de poursuivre cette contribution pour la promotion des principes volontaires, une deuxième phase du projet a été signée en Octobre 2018 entre Search et le gouvernement Britannique. En plus des régions Alaotra Mangoro, Atsinanana et Anosy, le projet s'étend à la région de Melaky. A la fin du projet, Search s'attend à ce que les participants issus des sociétés extractives, du gouvernement et des communautés cibles auront amélioré leur compréhension des principes volontaires et leur confiance dans leur capacité à collaborer entre eux et à résoudre leurs conflits de manière pacifique. Un des résultats attendus du projet consiste également à ce que les compagnies et les responsables gouvernementaux cibles aient élaboré des plans d'action pour améliorer l'accès des communautés à des informations fiables sur les activités des sociétés extractives et pétrolières. Par ailleurs, des plateformes de dialogue inclusives et transparentes ont été créées pour traiter des questions relatives aux droits humains et à la gestion des ressources naturelles. Le présent rapport évalue les résultats de cette deuxième phase du projet.

Méthodologie

La méthodologie conçue était en deux étapes : (1) des revues documentaires des rapports d'activités pour capturer les changements immédiats et les données quantitatives résultantes des fiches de suivi des activités et (2) une collecte de données sur terrain en utilisant une approche qualitative pour la collecte des indicateurs du projet et la résonance des activités. Nous avons effectué 44 interviews semi-structurées et 8 focus groupes dans les 3¹ régions d'intervention du projet. Au total, l'évaluation finale des résultats a touché 124 personnes.

La collecte des données a été effectuée grâce à une collaboration entre l'équipe programme et l'équipe suivi évaluation sur base des guides de discussions pré établis par le chargé de suivi et évaluation. L'équipe de collecte travaillait en binôme dont une personne de l'équipe suivi et évaluation et une autre de l'équipe programme ou média, la prise de note et la modération de la discussion se faisait en alternance. Les données qualitatives collectées durant cette évaluation des résultats ont été ensuite saisies par chaque responsable de prise de note sur Excel puis validées et analysées dans ce présent rapport par l'assistante en suivi et évaluation. En ce qui concerne les données quantitatives, la collecte a été effectuée à travers des fiches de suivi post activité. Ces données ont été également saisies sur Excel et analysées à travers des tableaux croisés dynamique en veillant à la désagrégation par région, par catégorie d'acteurs et par sexe.

Limitations

L'équipe de suivi évaluation a dû attendre la réalisation de toutes les activités prévues par l'équipe programme. Cette implémentation n'a pu être effective qu'en début de Mars pour une fermeture du projet à fin Mars 2019. En conséquence, l'équipe du suivi-évaluation ne disposait que de 3 semaines

¹ Régions Anosy, Alaotra Mangoro et Atsinanana. Pour la région Melaky, la mission de Endline survey n'a pas eu lieu mais les évaluations des indicateurs ont été effectuée à travers des fiches d'évaluation post formation ou post dialogues communautaires.

au total pour effectuer la collecte de la totalité des régions d'intervention. En tenant compte de ce paramètre et des aléas climatiques de la saison de pluie, la collecte dans la Région Melaky ne s'est pas faite à cause du mauvais état de la route, laquelle risquait d'impacter et retarder la collecte des résultats dans les autres régions.

La deuxième limite est la faible participation des jeunes à l'évaluation, laquelle est un effet corollaire de la faible participation des jeunes durant les dialogues communautaires.

Cependant, la collecte des données quantitatives couvraient toutes les Régions d'intervention sur base des fiches d'évaluation post activité, vu que cette limite ne concerne que les données qualitatives durant la mission d'évaluation.

Principaux résultats

Les participants issus des entreprises extractives, des autorités locales, des organisations de la société civile et des communautés) ont une meilleure compréhension des principes volontaires, vu que 84% des personnes formées ont eu une augmentation de connaissance.

La formation a également permis de créer une relation entre ces participants issus de différents secteurs, puisqu'ils ont pu concevoir des plans d'actions visant à promouvoir les principes volontaires lesquels sont réalisés de par leurs propres initiatives conjointes. 34 recommandations ont été formulées dans ces plans dont le suivi a été fait par les comités intersectoriels. Ces plans contribuent à accroître l'accès à une information transparente sur les activités des sociétés extractives.

Les différents acteurs clés dans la mise en application des principes volontaires ont généré des formes de collaborations entre eux grâce aux formations, que ce soit à travers les plans d'actions établis après les formations ou à travers des actions indépendantes. La collaboration entre les entreprises extractives, force de sécurité privé et représentants de la société civile ont été plus fructueuse tandis qu'avec les autres acteurs cela demeure intermittente. La qualité de collaboration garantie l'implication et l'engagement des acteurs dans la réalisation des plans d'action. Aussi, 72% des participants au projet se sentent confiant dans la collaboration avec les autres parties prenantes afin de résoudre les problèmes liés aux droits de l'homme et à la gestion des ressources naturelles

La plateforme de dialogue multi acteurs a été effective au niveau de la communauté pour traiter de ces problèmes. A travers l'organisation de 9 Dialogues avec la participation de 286 membres de la communauté et d'une table ronde nationale avec des hauts fonctionnaires du gouvernement, des représentants d'entreprises extractives, de la société civile malgache, de la chambre des mines et des médias. Deux thématiques ont fait l'objet des discussions de ces tables rondes sur « Comment mieux impliquer la communauté dans les évaluations des risques afin de favoriser la cohabitation pacifique dans le secteur extractif ? » et « Comment améliorer les relations avec les Force de l'ordre en vue d'une collaboration durable ? ». 31 recommandations ont été formulées à travers cette table ronde concernant la mise en place d'une plateforme d'échange et de l'amélioration de la relation de des forces de sécurité avec la communauté afin de favoriser l'accès aux informations sur les principes et la transparence.

L'attitude des personnes formées sur l'approche common ground a été un facteur principal dans l'effectivité des dialogues. Si bien que, 92 % d'acteurs locaux déclarent s'engager à dialoguer au-delà des frontières (entreprises, communautés, gouvernements et forces de sécurité) afin de trouver des solutions pacifiques aux problèmes de la communauté. De leurs côtés, les membres de la communauté ont également apprécié les dialogues tenus dans leur localité.

Au-delà de ces formations et de ces plateformes de dialogues, Search a fait la promotion des principes volontaires à travers 6 émissions radiophoniques produites et diffusées avec 7 radios partenaires, ainsi

qu'un guide sur les principes volontaires en version Malagasy qui a été dupliqué en 1000 exemplaires afin de promouvoir les principes volontaires sur la sécurité et les droits humains.

Dans une perspective de durabilité et de maintien des résultats du projet, l'équipe d'évaluation émet les recommandations suivantes pour les futures initiatives :

- **Dialogues communautaires et tables rondes**

Tout d'abord, le non sensibilité au conflit des parties prenantes dans leurs manières de communiquer leurs idées en voulant à tout prix défendre leurs positions. Puis, la confusion induit par la modération des membres du comité des dialogues, notamment les compagnies minières, avec Search au niveau des participants locaux. Ces derniers utilisaient la plateforme comme une opportunité de transmission de doléances avec les compagnies minières.

Il faut s'assurer de l'appropriation effective du concept de dialogue selon l'approche common ground par les membres du comité en ajoutant la thématique « dialogue sensible aux conflits » à la formation pour assurer une appropriation effective.

De même, du côté de la communauté, l'organisation des formations sur les principes volontaires pour mieux cadrer la discussion et assurer une équité sur les connaissances des principes volontaires et ainsi de la discussion.

Dans une perspective de continuité entre le local et le national pour les plateformes de dialogue, la table ronde nationale n'avait pas de représentant issu des communautés locales afin de représenter les points de vue de ceux-ci à un niveau national. Il faut avoir des représentants issus du local pour présenter les résultats des dialogues communautaires au niveau national. Aussi, les recommandations fournies au niveau local doivent être discutées à travers les tables rondes pour que les plans d'action nationale reflètent les recommandations à tous les niveaux, engageant toutes les parties prenantes

- **Le comité intersectoriel**

La qualité de la communication et la manque de temps pour les membres de se réunir afin de revoir le plan de travail et réaliser ensemble les actions a été un facteur de blocage de la réalisation effective de tâches des comités. Par conséquent, il faut inciter les membres des comités à mettre en place un système de communication entre eux pour le partage d'information et le suivi de leurs actions. Inciter également la mise en place d'un système de suivi des plans d'actions établis et impliquer les membres de la communauté, comme constituer un organe de suivi des plans d'actions impliquant la communauté. Il faut aussi organiser des visites d'échange inter régionales entre les comités pour une partage d'expérience et de compétences.

- **Emissions radiophoniques**

Les différentes émissions « Tokotany Iraisana » diffusées dans le cadre d'autres projets de Search et des « Tokotany Iraisana » sur les principes volontaires sur la sécurité et droits de l'homme sont confondus par les auditeurs. Il faut que l'équipé média de Search définit dans sa stratégie de production et de conception des émissions, une harmonisation de l'horaire de diffusion et des radios partenaires pour ne pas faiblir l'impact des programmes radios afin de fidéliser les auditeurs. Mais aussi, l'organisation d'une activité de promotion de l'émission auprès des auditeurs et de la communauté cible des activités communautaires.

2. Contexte du projet

En 2016, Search a implémenté un projet pour contribuer à « contrer la malédiction des ressources : pour améliorer la bonne gouvernance et le respect des droits de l'Homme dans le secteur extractif à Madagascar » avec l'appui financier du gouvernement britannique à travers le Foreign Commonwealth Office. Les principales activités mises en œuvre ont été : des renforcements de capacités sur les principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme des acteurs impliqués dans le secteur extractif, des émissions radiophoniques, des tables rondes nationales et la mise en place d'un comité pour assurer le suivi des respects des principes volontaires. Dans le but de poursuivre cette contribution pour la promotion des principes volontaires, une deuxième phase du projet avait été signée en Octobre 2018 entre Search et le gouvernement Britannique. En plus des régions Alaotra Mangoro, Atsinanana et Anosy, le projet s'étendait à la région de Melaky. A la fin du projet, Search s'attendait à ce que les participants issus des entreprises, du gouvernement et des communautés cibles auront amélioré leur compréhension des principes volontaires et leur confiance dans leur capacité à collaborer entre eux et à résoudre leurs conflits de manière pacifique. Un des résultats attendus du projet consistait également à ce que les compagnies et les responsables gouvernementaux cibles puissent élaborer des plans d'action pour améliorer l'accès des communautés à des informations fiables sur les activités des compagnies minières et pétrolières. Par ailleurs, des plates-formes de dialogue inclusives et transparentes ont été créées pour traiter des questions relatives aux droits humains et à la gestion des ressources naturelles.

Le projet vise à promouvoir une gouvernance basée sur les droits humains dans l'industrie extractive à Madagascar en augmentant la sensibilité et promouvoir le dialogue sur les principes volontaires sur la sécurité et les droits humains. Plus spécifiquement, les résultats sont les suivants :

Résultat 1 : Les cibles (les compagnies minières, le gouvernement et la communauté) ont une compréhension des principes volontaires et une confiance accrue en leur capacité à collaborer ensemble

Résultat 2 : Les sociétés extractives ciblées et le gouvernement mettent en place un plan d'action pour accroître l'accès à une information transparente sur les activités des sociétés extractives

Résultat 3 : Une plateforme de dialogue multi acteurs effective au niveau de la communauté pour traiter des problèmes relatifs aux droits humains et la gestion des ressources naturelles

3. Objectifs de l'évaluation et lignes d'enquête

Cette étude a pour objectif principal de faire une évaluation des résultats du projet.

Les objectifs spécifiques de l'évaluation sont :

- Mesurer le niveau d'atteinte des résultats escomptés;
- Capturer la réponse de nos activités (médiatiques et communautaires);
- Identifier les leçons apprises et les bonnes pratiques;
- Collecter des histoires de succès.

Plus spécifiquement, cette évaluation nous a permis de répondre aux questions suivantes:

OS 1: mesurer le niveau d'atteinte des résultats du projet

- Dans quelle mesure les cibles du projet ont été atteintes ?

- Quel est le niveau atteint des indicateurs suivants :

- **Indicateur 1** : % d'acteurs locaux déclarant s'engager à dialoguer au-delà des frontières (entreprises, communautés, gouvernements et forces de sécurité) afin de trouver des solutions pacifiques aux problèmes de la communauté
- **Indicateur 2** : % des parties prenantes participant aux réunions des comités intersectoriels qui soutiennent et approuvent le plan d'action sur les principes volontaires
- **Indicateur 4** : % des participants formés qui se sentent confiants dans la collaboration avec les autres parties prenantes afin de résoudre les problèmes liés aux droits de l'homme et à la gestion des ressources naturelles
- **Indicateur 5** : % des membres de la communauté qui déclarent être confiants dans le fait que les conflits avec les sociétés extractives peuvent être résolus de manière pacifique
- **Indicateur 9** : % des parties prenantes formées impliquées dans des actions visant à accroître l'accès de la communauté à des informations fiables et transparentes concernant les activités des sociétés minières et pétrolières
- **Indicateur 12** : % des participants aux plateformes de dialogue qui déclarent que le dialogue communautaire est une approche fructueuse pour traiter les problèmes liés aux droits de l'homme et à la gestion des ressources naturelles

OS 2 - La réponse des participants aux activités (médias et communautaires)

- Est-ce que les thèmes "principes volontaires" de la production media sont applicables aux vies des auditeurs ?
- Est-ce que les auditeurs ont acquis de nouvelles connaissances et développé de nouvelles attitudes à la suite de l'émission ? Si oui, lesquelles ?
- Est-ce que les membres du comité intersectoriels se sont engagés dans la réalisation des plans d'actions ?
- Est-ce que les acteurs formés ont initiés ou impliqués dans des actions qui améliorent l'accès des communautés à des informations fiables et transparentes sur les activités des sociétés minières et pétrolières ?

OS3- Les leçons apprises et les bonnes pratiques

- Compte tenu de ces résultats, quelles sont les leçons apprises ? quelles sont les bonnes pratiques ?
- Quelles sont les recommandations pour des initiatives futures ?

OS 4 - Histoires de succès

- Quelles sont les histoires qui décrivent les changements durables achevés dans le cadre du projet ?

3. Zones d'enquête

Les zones de collectes prévues étaient:

- Région Anosy : Mandromondromotra, Ampasy Nahampoina
- Région Alaotra Mangoro et Atsinanana
- Région Melaky

4. Méthodologie

La méthodologie conçue suivait 2 étapes :

Etape 1 : Des sessions de revue documentaire :

- Rapports d'activité (communautaires et médias)
- Fiches de suivi et évaluation des activités afin de collecter les valeurs des indicateurs
- Procès-verbal de regroupement des comités intersectoriels

Etape 2 : Une collecte de données sur terrain en utilisant une approche qualitative pour la collecte des réponses des participants aux des activités.

- Des entretiens individuels ont été réalisés au niveau des auditeurs, des personnes formées et des membres de comité intersectoriels.
- Des focus groupe ont été réalisés avec les membres de la communauté qui ont assisté aux dialogues communautaires.

Des guides de discussions ont été développés par l'équipe suivi et évaluation. La collecte des données durant cette évaluation dans les 3² régions parmi mes 4 Régions d'intervention du projet.

Nous avons réalisé 44 interviews semi-structurées parmi les personnes formées, les participants aux dialogues et les auditeurs des émissions radiophoniques. Afin de pouvoir identifier et sélectionner ces auditeurs à interviewer, nous avons organisé un quizz au niveau des radios. Ce quizz a été organisé par l'équipe média, en partenariat avec les animateurs des radios partenaires. 3 quizz ont été organisés sur 3 régions au lieu des 4 initialement prévues³

Le tableau ci-dessus nous montre le nombre des entretiens prévues et celles réalisées pour chaque région.

Région	Prévus			Réalisés		
	Auditeurs	Personnes formées	Membre comité intersectoriels	Auditeurs	Personnes formées	Membre comité intersectoriels
Anosy	5	5	2	7	3	6
Alaotra Mangoro	5	5	2	9	5	5
Atsinanana	5	5	2	8	0	1
Melaky	5	5	2	0	0	0
TOTAL	20	20	8	24	8	12

Nous avons pu réaliser huit (8) focus groupe de discussion avec les participants aux dialogues, à savoir avec des hommes, des femmes et des jeunes. Les focus groupes étaient prévus être homogènes selon la catégorie d'âge, autrement deux focus group pour les jeunes (- de 35 ans) et pour les adultes (+ de 35

² L'évaluation a été effectuée dans les régions Anosy, Alaotra Mangoro et Atsinanana uniquement. Pour la région Melaky, la mission de Endline survey n'a pas eu lieu mais les évaluations des indicateurs ont été effectuées à travers des fiches d'évaluation après les activités, c'est à dire post formation ou post dialogues communautaires.

³ Voir chapitre limitations pour plus des détails

ans). Cette méthodologie prévue a dû être adaptée lors de la collecte car les jeunes (hommes et femmes) ayant participé aux activités ont été en nombre limité ne permettant pas d'atteindre le nombre minimum requis de huit (8) pour un focus groupe, en conséquence les participants aux focus jeunes ont été intégrés dans les focus hommes et femmes adultes.

Région	Nombre de focus prévus				Nombre de focus Réalisés			
	Homme	Femme	Jeunes femmes	Jeunes hommes	Homme	Femme	Jeunes femmes	Jeunes hommes
Anosy	1	0	1	0	2	2	N/A	N/A
Alaotra Mangoro	0	1	0	1	1	1	N/A	N/A
Atsinanana	1	0	1	0	1	1	N/A	N/A
Melaky	0	1	0	1	0	0	N/A	N/A
Total	2	2	2	2	4	4	N/A	N/A

Collection et Analyse des Données

La collecte des données a été effectuée grâce à une collaboration entre l'équipe programme et l'équipe suivi évaluation sur base des guides de discussions pré établis par le chargé de suivi et évaluation. L'équipe de collecte travaillait en binôme dont une personne de l'équipe suivi et évaluation et une autre de l'équipe média, la prise de note et la modération de la discussion se faisait en alternance. Les données qualitatives collectées durant cette évaluation des résultats ont été ensuite saisies par chaque responsable de prise de note sur Excel puis validées et analysées dans ce présent rapport par l'assistante en suivi et évaluation. En ce qui concerne les données quantitatives, la collecte a été effectuée à travers des fiches de suivi post activité. Ces données ont été également saisies sur Excel et analysées à travers des tableaux croisés dynamique en veillant à la désagrégation par région, par catégorie d'acteurs et par sexe.

Limitations

La première limite pour cette évaluation était la durée du projet, laquelle est de 6 mois. Afin de réaliser une évaluation de qualité et pertinente, l'équipe de suivi évaluation a dû attendre la réalisation de toutes les activités prévues par l'équipe programme. Cette implémentation n'a pu être effective qu'en début de Mars pour une fermeture du projet à fin Mars 2019. En conséquence, l'équipe de suivi-évaluation ne disposait que de 3 semaines au total pour effectuer la collecte de la totalité des régions d'intervention. En tenant compte de ce paramètre et des aléas climatiques de la saison de pluie, la collecte dans la Région Melaky ne s'est pas faite à cause du mauvais état de la route, laquelle risquait d'impacter et retarder la collecte des résultats dans les autres régions. Toutefois, pour capturer la valeur des indicateurs dans cette région, l'équipe a utilisé des fiches de suivi après chaque activité, qui ont été remplis par les participants à la fin de chaque activité pour toutes les données quantitatives. Finalement les données qualitatives ont été collectées uniquement dans 3 autres les régions : Atsinanana, Anosy et Alaotra Mangoro.

La deuxième limite est la faible participation des jeunes à l'évaluation, laquelle est un effet corollaire de la faible participation des jeunes durant les dialogues communautaires. En interviewant le coordonnateur du projet, il a été mentionné que le ciblage des participants aux dialogues n'a pas été

spécifié selon les catégories d'âge mais selon leurs responsabilités au sein de la communauté. La participation des associations des membres de la communauté, qui travaillent directement avec les entreprises extractives, a été plus favorisée au détriment des jeunes et de la parité homme- femme.

5. Résultats

Cette section répond aux lignes d'enquête développées pour chacun des objectifs de l'évaluation. Elle a été organisée en 4 sections principales relatant (1) le niveau d'atteinte des résultats du projet, (2). La réponse des participants aux activités mises en œuvre (médiatiques et communautaires); (3) et les leçons apprises, les bonnes pratiques et les recommandations pour les initiatives futures.

5.1. Mesurer le niveau d'atteinte des résultats du projet

Trois produits ont été fixés par le projet à travers les 6 mois de réalisation de cette deuxième phase. Cette partie a été rédigée suivant la logique des outputs fixés par le projet.

Pour chaque output fixé par le projet, il est toujours pertinent de faire un rappel des activités réalisées.

Output 1 : Les participants ciblés (issus des entreprises extractives, des autorités locales et des communautés) ont une meilleure compréhension des principes volontaires et une confiance en leur capacité à collaborer entre eux

- Une formation sur les principes volontaires de 25 personnes (15 hommes et 10 femmes) issus de plusieurs catégories d'acteurs dont des représentants des sociétés extractives, leaders communautaires, autorités locales, les forces de sécurité dans la Région Melaky. (Indicateur 6)
- Deux sessions de recyclages dans la région Anosy et dans la région Alaotra Mangoro/ Atsinanana. A travers lesquelles on a vu la participation de 44 personnes dont 32 hommes et 12 femmes.
- Production et diffusion de six programmes radios sur les principes volontaires à travers 7 radios partenaires (Indicateur 7)
- Production de guide sur les principes volontaires en version Malagasy qui a été dupliqué en 1000 exemplaires. Dans l'optique d'améliorer la connaissance des parties prenantes qui ont participé aux activités de formation, de dialogues ou à la table ronde. Ces guides ont été disséminées à travers chaque activité, au niveau des participants aux activités. (Indicateur 8)

En termes de résultats, à travers ces activités, les changements suivants ont été perçus et le niveau d'atteinte est mesuré par des indicateurs de résultats déparagés comme suit :

- **Amélioration des connaissances des personnes formées** : (Indicateur 3)
- **Amélioration des compétences des personnes formées à collaborer et à dialoguer** : (indicateur 4)
- **Amélioration des compétences à collaborer des membres comité intersectoriels dans la mise en œuvre des plans d'action** : (indicateur 2)

Dans cette partie, les résultats seront mis en évidence à travers des cas généraux et par région ou par catégories d'acteurs s'il y a des cas spécifiques. Pour la région Atsinanana, la formation et le comité intersectoriel a été tenue et constitué à Moramanga dans la région Alaotra Mangoro. Les résultats seront, par conséquent, présentés ensemble pour ces deux régions.

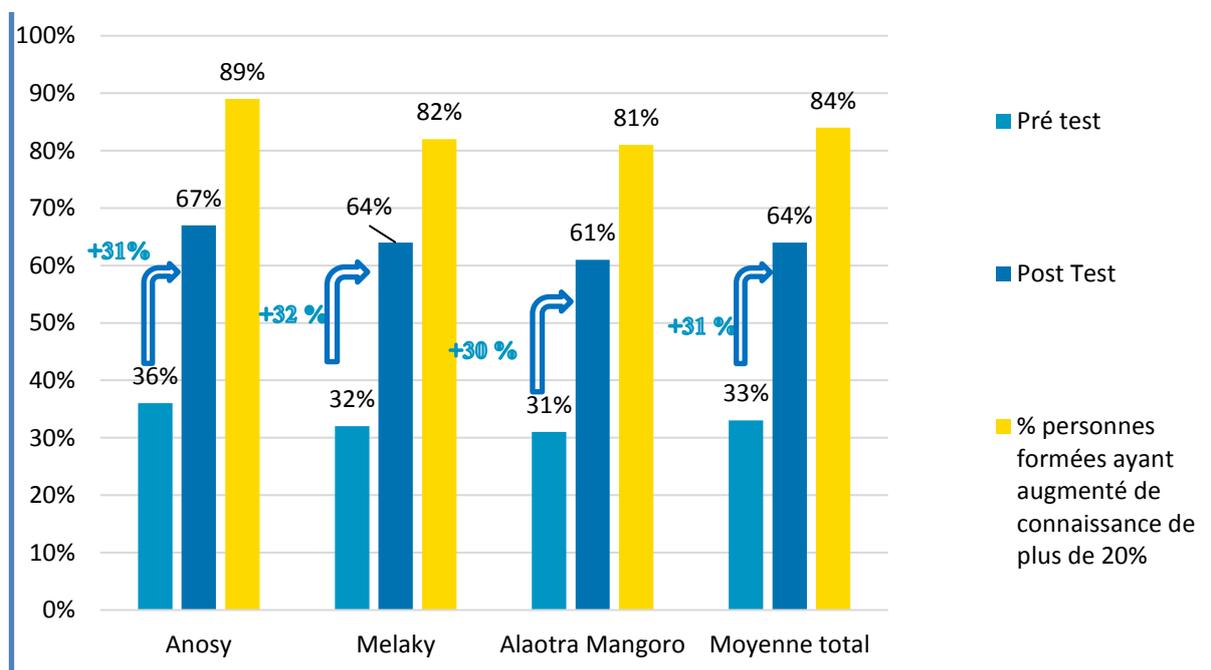
Amélioration des connaissances des personnes formées.

Les acteurs clés formés ont eu **une augmentation moyenne de connaissance de 31% par rapport au pré test**. En effet, **la moyenne des notes des personnes formées est de 7/20 au prétest, et au post test, cela est passée de 13/ 20** (les détails sont en annexe 2). 47 personnes sur les 56 qui ont effectué le pré et post test ont eu une augmentation de connaissance de plus de 20% soit **84% des personnes formées**.

Par région, les résultats sont les suivants :

- Pour les personnes formées dans la région AlaotraMangoro/ Atsinanana : au pré test les participants ont eu 6.19/20 (soit 33%) contre 12.19/20 (soit 63%) ; l'augmentation de connaissance moyenne des participants est de 30% et 17 sur les 21 personnes qui ont effectué le pré et post test ont eu une augmentation de connaissance de plus de 20% soit (84%)
- Pour les personnes formées dans la région Melaky : au pré test les participants ont eu 6.35/20 (soit 32%) contre 12.75/20 (soit 64%) ; l'augmentation de connaissance moyenne des participants est de 32% et 14 sur les 17 personnes qui ont effectué le pré et post test ont eu une augmentation de connaissance de plus de 20% soit 82%.
- Pour les personnes formées dans la région Anosy : au pré test les participants ont eu 7.22/20 (soit 36%) contre 13.44/20 (soit 67%) ; l'augmentation de connaissance moyenne des participants est de 31% et 17 sur les 21 personnes qui ont effectué le pré et post test ont eu une augmentation de connaissance de plus de 20% soit 89%.

Le graphe suivant synthétise ces données suscitées.



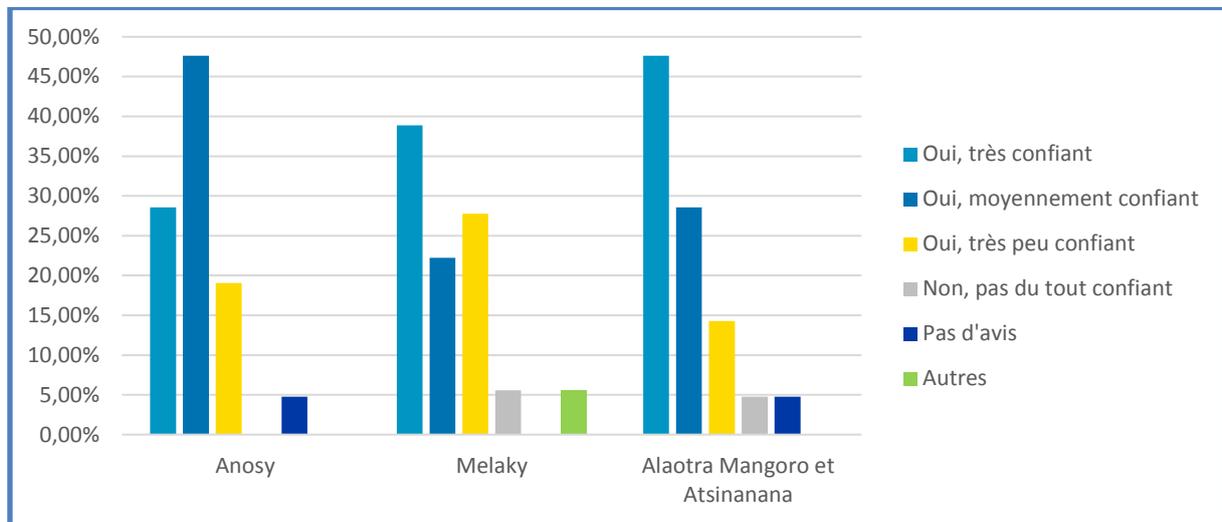
Graphique 1: Evolution de connaissance des personnes formées par région - résultat des pré et post test.

Amélioration des compétences des personnes formées à collaborer et à dialoguer

A la fin de chaque formation, on a demandé aux participants à la formation leurs capacités à collaborer avec les autres parties prenantes afin de résoudre les problèmes liés aux droits de l'homme et à la gestion des ressources naturelles, **72% se sentent confiant dans la collaboration avec les autres parties prenantes afin de résoudre les problèmes liés aux droits de l'homme et à la gestion des**

ressources naturelles

Le graphe suivant, désagrégé par entités représentés permettent de mettre en exergue leurs avis respectifs.



Graphique 2: Proportion de personnes confiantes dans la collaboration avec les autres parties prenantes afin de résoudre les problèmes liés aux droits de l'homme et à la gestion des ressources naturelles.

D'après le graphe, les avis des participants de la région de Melaky accusent une baisse par rapport à ceux des autres régions. Si on compte ceux qui ont affirmé « très confiant » et « moyennement confiant », Melaky compte 61% contre 76% respectivement dans les deux autres régions. Dans la région Melaky, peu sont les activités qui réunissent ces acteurs, ils n'ont pas l'habitude de se concerter entre eux et les thématiques liés à l'Approche Common Ground ainsi que les principes volontaires leurs sont nouvelles. Ainsi, à travers les sondages, on constate que le niveau de confiance entre eux est encore très faible. En effet, certains doutent encore des capacités et la volonté des autres acteurs à s'impliquer. Ainsi, les actions visant à renforcer le niveau de confiance mutuelle entre eux doivent être favorisées dans cette localité.

« Le dialogue est nécessaire et utile et le thématique relatif à la consolidation de la paix nous porte intérêt. Mais les consultations de ce genre sont insuffisantes, car il faut toucher au niveau des fokontany impactés ou environnant la compagnie et qui pourraient créer discorde et atténuer les conflits. Les thématiques ne sont pas précis et ne sont pas abordés de manière approfondis. » - participants au focus groupe, région Atsinanana

Mais en général, les modules de formation sur l'approche Common Ground ont changé la manière dont les acteurs formés répondent aux situations conflictuelles et de privilégier le recours aux dialogues pour promouvoir cette collaboration pour le respect des principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme. En effet, les acteurs formés sont conscients de l'absence de compréhension commune entre eux et que chaque partie prenante ont leurs intérêts respectifs, leurs droits respectifs et le dialogue/ la concertation permet de les concilier.

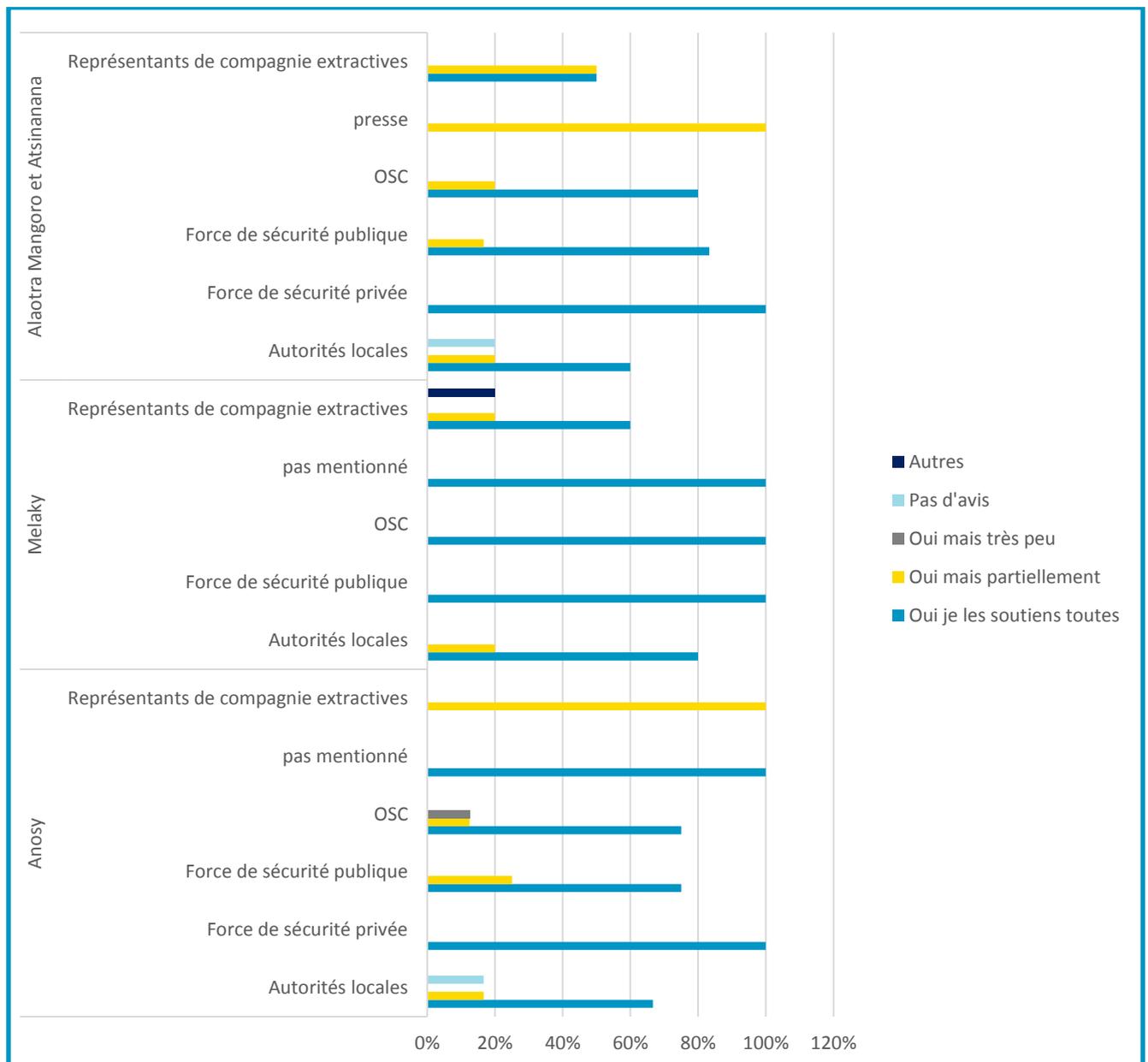
Amélioration des compétences à collaborer des membres comité intersectoriels dans la mise en œuvre des plans d'action

Comme mentionné dans le paragraphe précédent, après la formation, des plans d'actions ont été élaborés à travers lesquels des comités intersectoriels ont été mis en place pour veiller à leurs réalisations. Ces comités sont composés de "champions" des différents groupes de parties prenantes (responsables gouvernementaux, autorités locales, entreprises privées, forces de sécurité et

représentants des OSC) qui sont particulièrement bien placés ou motivés pour influencer positivement les autres et faire avancer le programme des principes volontaire sur la sécurité et les droits de l’homme. Ces comités ont été également constitués pour favoriser les comportements collaboratifs en catalysant les actions conjointes après les formations.

Les résultats du suivi montrent que **75 % des parties prenantes participant aux réunions des comités intersectoriels soutiennent et approuvent le plan d'action sur les principes volontaires.**

Le graphe suivant met en exergue par région et par catégorie d’acteurs la proportion de personnes formées qui soutiennent et approuvent les plans d’actions sur les principes volontaires mis en place. Il faut noter que dans les régions Melaky et Anosy, il y a ceux qui ont effectué le sondage sans mentionner l’entité/ catégories d’acteurs qu’ils représentent, par conséquent, le label sur ce graphe est inscrit « pas mentionné ».



Graphique 3: Proportion des personnes formées qui soutiennent et approuvent le plan d'action sur les principes volontaires désagrégé par région et par catégories

Deux critères définissent les réponses du comité et des personnes formées enquêtées : le niveau d'approbation et le niveau de soutien des plans d'action.

Par rapport au niveau d'approbation, à la fin de chaque formation, presque la totalité des participants ont approuvé les plans d'actions établies. A l'exception, d'un membre de la société civile formé de la région Alaotra Mangoro, lequel a montré une hésitation sur l'ordre de priorité établies, mais que selon lui, si la totalité des membres valide, il n'y a pas de raison de contester.

Par rapport au niveau de soutien, d'après le graphique, on constate que les représentants de la société extractive formés dans les deux régions Anosy et Alaotra Mangoro supportent moins les plans d'actions que ceux de la région Melaky. En effet, dans la région Melaky, les avis sont plus positifs par rapport à ceux des deux autres (82% contre 71% respectivement dans les deux autres). A Melaky, les plans d'actions viennent d'être mis en place et le comité n'a pas encore procédé à la mise œuvre. Tandis que dans les autres régions Anosy et Alaotra Mangoro/ Atsinanana, déjà touchées par la première phase du projet, le niveau de soutiens est défini tenant compte des défis au fur et à mesure de l'avancement des plans d'actions.

Puis, par rapport aux autres acteurs, on constate que les forces de l'ordre publiques soutiennent moins les plans d'action que les représentants de sécurité privées (85 % des forces de l'ordre publiques contre 100% des forces de l'ordre privées soutiennent totalement). On constate également que parmi les autres acteurs, les représentants de la compagnie, la presse et les autorités locales soutiennent le moins par rapport à d'autres acteurs. En effet, 50% parmi les représentants des entreprises extractives, 69% des autorités locales seulement soutiennent totalement les plans d'action et la totalité des professionnels de médias soutiennent partiellement, alors que les autres acteurs peuvent aller au-delà des 80%⁴. En général, le niveau de soutien tient compte de leurs implications dans la réalisation des plans d'action. Mais il existe également d'autres facteurs qu'ils ont déploré tels que : la qualité de la communication entre les membres et la manque de temps pour se réunir et revoir le plan de travail, afin d'apprécier une collaboration effective et de réaliser ensemble les actions. De ce fait, ils estiment que ces défis ne permettent pas un soutien permanent et plein de leur part ou de la part de leurs collaborateurs au sein du comité.

Par conséquent, il faut inciter les membres des comités à mettre en place un système de communication entre eux pour le partage d'information et le suivi de leurs actions.

Output 2: les sociétés extractives ciblées et le gouvernement mettent en place un plan d'action pour accroître l'accès à une information transparente sur les activités des sociétés extractives

- 34 recommandations ont été formulées. (Indicateur 10) à travers les deux réunions tenues par les comités intersectoriels de la région Anosy et du comité de la région Alaotra Mangoro combiné à Atsinanana (indicateur 11)

En termes de résultat, **le changement relatif à l'amélioration à l'accès à l'information occasionné par les plans d'actions établis par le comité et le niveau d'atteinte est mesuré par l'indicateur 9 : % des parties prenantes formées impliquées dans des actions visant à accroître l'accès de la communauté à des informations fiables et transparentes concernant les activités des sociétés minières et pétrolières**

⁴ Pour les autorités locales 69% soutiennent totalement, les forces de sécurité privée : 100%, les forces de sécurité publique : 85%, les membres de la société civile 82%, ceux qui n'ont pas mentionné leurs catégories : 100%.

Il faut noter que le degré d'implications de chaque acteur du comité dans la réalisation des plans d'action définit leur perception sur l'existence de corrélation entre les plans d'actions élaborés et l'accès aux informations de la communauté. En effet, si les acteurs ne s'impliquent pas dans la réalisation des plans d'action, ils ont tendance à dire que les actions mises en place par le comité ne favorisent pas l'accès à l'information au membre de la communauté. Toutefois, à travers leurs actions ou des initiatives indépendantes en dehors du projet, les membres du comité effectuent des sensibilisations et partage d'informations au sein de la communauté.

« Ce n'est pas dans mon principe de résoudre les problèmes par voie à sens unique, par exemple la société fait ce qu'elle veut, ou la sécurité publique ou privée fait ce qui l'arrange, ou ce qui arrange seulement le gouvernement. Il faut que tous réfléchissent ensemble en vue d'un seul résultat. Pour moi, il est nécessaire que ces acteurs discutent ensemble. » - Membre du comité intersectoriel et représentant de la société civile, Alaotra Mangoro

Les membres du comité de la région

Anosy, Alaotra Mangoro et Atsinanana, ont effectué des descentes conjointes avec Search à travers les dialogues communautaires pour informer la communauté. Exemples d'actions indépendantes, cas des membres du comité de la région Alaotra Mangoro – Atsinanana) collaborent pour produire des émissions radiophoniques autres que dans le cadre du projet.

Ainsi, 70% des parties prenantes formées enquêtées sont impliquées dans des actions visant à accroître l'accès de la communauté à des informations fiables et transparentes concernant les activités des sociétés minières et pétrolières.

Output 3 : Une plateforme de dialogue multi acteurs effective au niveau de la communauté pour traiter des problèmes relatifs aux droits humains et la gestion des ressources naturelles

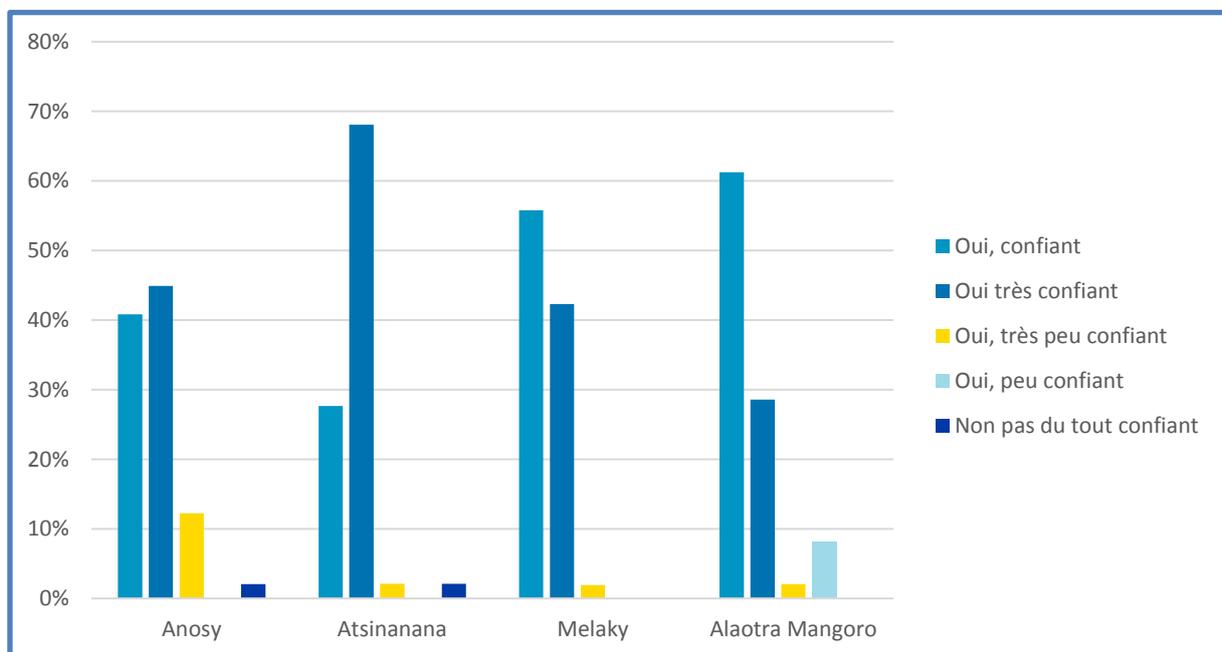
- **Organisation de 9 Dialogues** dont 2 dans la région Atsinanana, 2 dans la région Alaotra Mangoro, 2 dans la région Anosy 3 à Melaky. Ces dialogues communautaires ont vu la participation de 286 membres de la communauté. (Indicateur 13 et 14)
- **Organisation d'une table ronde nationale** sur les principes volontaires avec la participation de 61 personnes (34 hommes et 27 femmes) issus de diverses entités telles des hauts fonctionnaires du gouvernement, des représentants d'entreprises extractives, de la société civile malgache et des médias. Deux thématiques ont fait l'objet des discussions de ces tables rondes sur « Comment mieux impliquer la communauté dans les évaluations des risques afin de favoriser la cohabitation pacifique dans le secteur extractif ? » et « Comment améliorer les relations avec les Force de l'ordre en vue d'une collaboration durable ? ». (Indicateur 15)
- **Formulation de 31 recommandations à travers cette table ronde** concernant la mise en place d'une plateforme d'échange et de l'amélioration de la relation de des forces de sécurité avec la communauté afin de favoriser l'accès aux informations sur les principes et la transparence. (Indicateur 16)

Ces dialogues veillent à ce qu'il y ait une participation équilibrée entre les membres de la communauté, les responsables gouvernementaux et les représentants des entreprises à chaque session, et visent une interaction directe entre les parties prenantes pour (1) promouvoir le principe volontaire sur la sécurité et les droits de l'homme et (2) de parler des problèmes liés à la présence d'une industrie extractive (notamment ceux liés aux droits de l'homme) afin de proposer des solutions concertées pour les prévenir et les résoudre. A cette occasion, les membres de la communauté ont été informés sur les

responsabilités de chaque partie prenante pour le respect des principes. Les dialogues ont suscité des engagements avec toutes les parties prenantes pour trouver des solutions mutuellement acceptables et gagnant-gagnant à leurs problèmes dans ce respect des principes volontaires. Les focus group nous démontre cependant que les questions sécuritaires liés aux droits de l’homme engageant toutes les parties prenantes et non seulement les sociétés extractives ne sont pas comprises par les membres de la communauté. Les personnes interviewés n’arrivent pas comprendre le lien entre la sécurité et les responsabilités partagés entre les parties prenantes pour veiller au respect des principes volontaires. Fort est de constater qu’à travers les dialogues, la communauté a pu parler des problématiques sur la sécurité selon participants aux focus groupe. Chacun s’est engagé à s’en tenir à leurs responsabilités pour le respect des droits de l’homme et la cohésion sociale après les dialogues si on se base sur les plans d’actions établis selon un représentant de la société civile interviewé pour cette évaluation. A l’exemple d’un plan d’action où la communauté d’une part, s’est engagée sensibiliser leurs pairs et d’autre part les représentants des sociétés extractives ont envisagé de mieux informer la communauté et de veiller tant à leurs sécurités en favorisant les dialogues au niveau local pour éviter toute incompréhension des actions entreprises par les compagnies minières pour faire respecter la sécurité et les droits de l’homme et ainsi éviter les potentiels conflits.

Ainsi, 92% des membres de la communauté qui ont participé à l’activité ont déclaré (dont 46% totalement confiant et 47% confiant) qu’il est possible de résoudre de manière pacifique les conflits avec les sociétés extractives et 92 % d’acteurs locaux déclarent s’engager à dialoguer au-delà des frontières (entreprises, communautés, gouvernements et forces de sécurité) afin de trouver des solutions pacifiques aux problèmes de la communauté.

Le graphe suivant permet d’apprécier cette proportion par région.



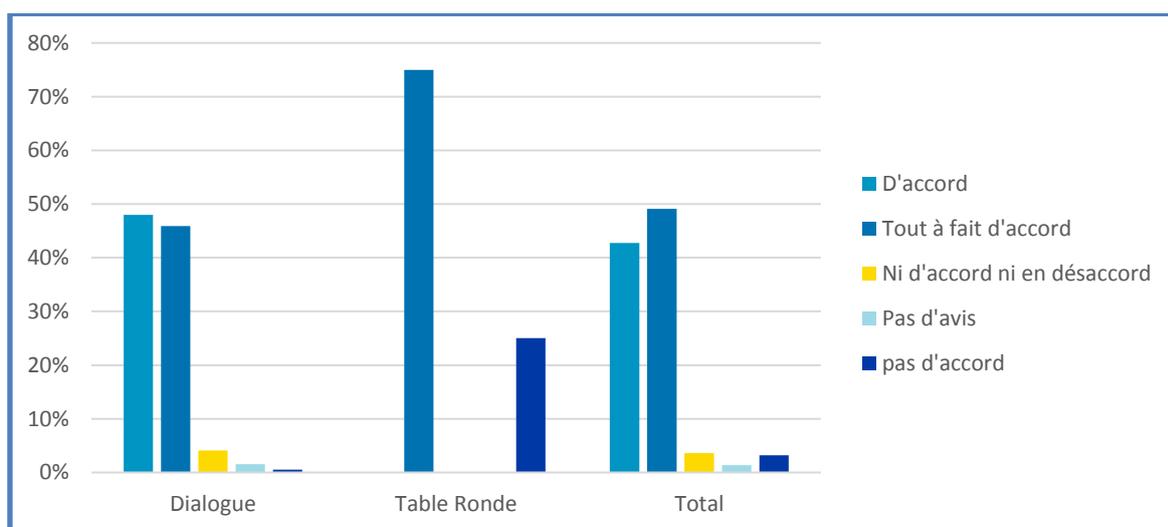
Graphique 4: Proportion des membres de la communauté qui ont participé à l’activité ont déclaré qu’il est possible de résoudre de manière pacifique les conflits avec les sociétés extractives.

On peut constater à travers ce graphe que les résultats sont plus positifs dans la région Melaky, une explication possible est que la tenue de ce genre d’activité est inhabituelle. Ainsi, les participants ont

même sollicité la participation effective de toutes les parties prenantes dans ces dialogues et la continuité de ce genre d'activité.

Concernant les participants de la région d'Anosy, le résultat est en baisse par rapport aux autres régions, car durant la tenue de l'activité la majorité des participants n'a pas compris le thématique de l'activité et s'attendait parler de la redevabilité de la société extractive envers la communauté locale. Ainsi, il est requis de transférer aux membres du comité les compétences pour organiser les dialogues sur ces thématiques et l'approche common ground. D'ailleurs, dans les Régions Anosy et Alaotra Mangoro, l'équipe de Search a expérimenté cette approche, laquelle faisait intervenir les membres des comités en tant que co-moderateur des dialogues. Toutefois, d'après les focus group réalisé, cette approche a induit à des confusions aux participants car l'ordre établi pour les interventions, faisant intervenir un membre du comité issu de la société extractive au premier, a prêté confusion sur l'attente de la communauté, laquelle a considéré cela comme une session de répréhension au détriment des communautés environnantes de la compagnie. Pour une durabilité des dialogues et pour garantir l'appropriation des comités et des participants il faut organiser une formation ou échange sur les principes volontaires à la communauté qui vont prendre part aux dialogues pour que la discussion soit équilibrée, fructueuse et efficiente. Aussi, veiller à bien briefer les parties prenantes membres du comité qui vont intervenir durant les activités pour veiller à la sensibilité au conflit et à l'appropriation du concept et thématique de l'activité pour que les dialogues soient un outil efficace pour discuter des problèmes liés aux droits de l'homme et à la sécurité.

Par ailleurs, on a demandé aux participants des dialogues communautaires et des tables rondes si le dialogue est une bonne approche pour traiter les problèmes liés aux droits de l'homme et à la gestion des ressources naturelles, **92% parmi eux ont répondu positivement** dont 49% tout à fait d'accord et 43% d'accord. Selon eux, s'il n'y a pas de dialogue, chacun restera sur sa position et provoquera l'hostilité entre les parties prenantes, d'ailleurs le dialogue a également été identifié par les participants comme opportunité d'échange d'informations et recommandations. Toutefois, les participants ont aussi souligné que la sensibilité au conflit des représentants des entreprises extractives et l'implication des membres de la communauté dans la prise de décision, constituent des conditions préalables pour que les discussions autour des problèmes des droits de l'homme et gestion des ressources naturelles soient fructueuses.



Graphique 5: % de participants aux plateformes de dialogue qui déclarent que le dialogue communautaire est une approche fructueuse pour traiter les questions liées aux droits de l'homme et à la gestion des ressources naturelles

Le tableau suivant permet d'apprécier le taux de réalisation de chaque indicateur de résultat par rapport aux objectifs fixés par le projet :

Tableau 1: tableau d'indicateurs des résultats du projet

Logique d'intervention et indicateurs	Objectif du projet	Réalisation du projet	% par rapport obj projet	Observations
Objectif Global : Exploiter l'initiative pour les Principes volontaires sur la sécurité et les droits humains (VP) et les principes directeurs des Nations Unies (NU) sur le commerce et les droits humains pour promouvoir une gouvernance basée sur les droits humains, participative et inclusive dans l'industrie extractive à Madagascar				
Ind 1 : % d'acteurs locaux déclarant s'engager à dialoguer au-delà des frontières (entreprises, communautés, gouvernements et forces de sécurité) afin de trouver des solutions pacifiques aux problèmes de la communauté	70%	92%	131%	
ind 2 : % des parties prenantes participant aux réunions des comités intersectoriels qui soutiennent et approuvent le plan d'action sur les principes volontaires	90%	75%	83%	
Output 1: Les cibles (les compagnies minières, le gouvernement et la communauté) ont une compréhension des principes volontaires et une confiance accrue en leur capacité à collaborer ensemble				
Ind 5 : % des membres de la communauté qui déclarent être confiants dans le fait que les conflits avec les sociétés extractives peuvent être résolus de manière pacifique (très confiant)	70%	92%	131%	
1.1. Formation sur les principes volontaires pour les représentants des sociétés extractives, leaders communautaires, autorités locales, les forces de sécurité dans la Région Melaky				
ind 3 : % des participants formés qui ont des connaissances sur les principes volontaires	70%	84%	120%	
ind 6: # de représentants d'entreprises, de dirigeants communautaires, de responsables de gouvernements locaux, de membres des forces de sécurité et de sociétés de sécurité privées formés aux principes volontaires dans la région de melaky	25	25	100%	
ind 4 : % des participants formés qui se sentent confiants dans la collaboration avec les autres parties prenantes afin de résoudre les problèmes liés aux droits de l'homme et à la gestion des ressources naturelles	80%	72%	90%	
1.2. programme radio				

ind 7: # des programmes radiophoniques produits et diffusés par 5 stations de radio partenaires dans les zones ciblées sur PVSDH	6	6	100%	
# radio partenaires	5	7	140%	
1.3. production de guide sur les principes volontaires en malagasy				
ind 8: # de copies de guide en malagasy sur les principes volontaires produits et distribués	1000	1000	100%	
output 2: les sociétés extractives ciblées et le gouvernement mettent en place un plan d'action pour accroître l'accès à une information transparente sur les activités des sociétés extractives				
ind 9 : % des parties prenantes formées impliquées dans des actions visant à accroître l'accès de la communauté à des informations fiables et transparentes concernant les activités des sociétés minières et pétrolières	60%	70%	117%	
2.1. Réunion du Comité multi sectoriel sur les principes volontaires				
ind 10: # de recommandations concrètes formulées par les comités	5	34	680%	
ind 11 : # de réunion du comité	10	2	20%	Deux réunions tenues respectivement dans les deux régions Anosy et Alaotra Mangoro après les recyclages. Toutefois, les recommandations ont été suffisantes pour discuter des progrès, des réussites, des défis et des leçons apprises concernant la mise en œuvre des plans d'action et pour avancer dans la réalisation des plans d'action.
Output 3: Une plateforme de dialogue multiacteurs effective au niveau de la communauté pour traiter des problèmes relatifs aux droits humains et la gestion des ressources naturelles				
ind 12 : % des participants aux plateformes de dialogue qui déclarent que le dialogue communautaire est une approche fructueuse pour traiter les problèmes liés aux droits de l'homme et à la gestion des ressources naturelles	70%	92%	131.43%	
3.1. Dialogue communautaire				
ind 13 : # des dialogues communautaires dans les communautés ciblées	8	9	112.5%	

Ind 14 : # des participants aux dialogues communautaires	200	286	143%	
3.2. Tables rondes nationales sur les principes volontaires				
ind 15: # de table-rondes nationales sur les principes volontaires	2	2	100%	Search a combiné les deux tables rondes nationales afin de capitaliser sur la présence de toutes les parties prenantes et d'assurer des synergies entre toutes les parties prenantes sur les deux thèmes (évaluation conjointe des risques et construction de relations de collaboration durables entre les entreprises et les forces de sécurité).
ind 16 : # de recommandations formulées sur les table-rondes nationales	4	31	775%	

5.2 La réponse des participants aux activités de Search

➤ Acquisition de nouvelles connaissances sur les principes volontaires et pertinence des thématiques des émissions aux vies des auditeurs

Les thématiques des émissions ont été spécifiques mais a suscité l'intérêt des auditeurs malgré le fait que leur compréhension ne soit optimale. Bien qu'ils aient entendu les thématiques droits humains et sécurité, les aspects ludiques et les jeux ont surtout capté leurs attentions. Les auditeurs dont les sessions d'écoute ont été répétitive ou avec une certaine capacité d'écoute active élevée ont pu ressortir les messages clés de l'émission. Les messages souvent répétés sont :

- **Le respect des droits humains par les forces de défenses et de sécurité et de proscrire la violence physique.**
- **La promotion des dialogues et concertation pour trouver eux même des solutions.**
- **Les principes que les entreprises extractives ont adhésés et que les sous-traitants doivent également respecter, aspect environnemental. Exemple : les entreprises de sécurité privée qui doivent s'aligner au politique de l'entreprise.**
- **L'implication de la communauté et ses responsabilités à travers le respect des instances impliquées dans la gestion des conflits au niveau local.**

Ces thématiques sont selon eux applicables dans leur localité sachant que les régions cibles disposent d'une entreprise extractive.

Par rapport aux nouvelles connaissances, il faut noter que les différentes émissions « Tokotany Iraisana » diffusées dans le cadre d'autres projet et des « Tokotany Iraisana » sur les principes volontaires sur la sécurité et droits de l'homme sont confondus par les auditeurs. De ce fait, des thématiques sur les conflits fonciers, conflits domestiques, chômage des jeunes, gouvernance et développement local ont été également citées. Par conséquent, les auditeurs ont mentionné une

s'expliquer au fait qu'il est plus facile pour eux d'approcher ces entités et leur collaboration est permanente.

Entre la société civile et les représentants de l'entreprise extractive, bien que les relations soient intermittentes, deux parmi les sociétés civiles enquêtées ont affirmé que leur relation avec les représentants des entreprises extractives sont plus fructueuses comparé à d'autres entités du comité. Cette perception se base surtout sur la qualité d'informations que la compagnie leur donne et qui permettent de combler leur besoin en information.

Généralement, ce sont ces trois entités (susmentionnés) qui se mobilisent avec les autorités locales ensemble dans la réalisation des plans d'action. Il faut noter que 3 membres de la société civile ne se sont pas prononcés. Les forces de défenses et de sécurité, eux affirment cette collaboration fructueuse avec la société civile.

Paradoxalement, les 3 représentants de la société civile et membre du comité pensent qu'il est difficile pour eux de travailler avec ces forces de défense et de sécurité que ce soit public ou privée. Selon la société civile, les représentants de la sécurité publique et de la sécurité privée sont soumis à la loi et à leurs règles de conduite et il est un peu difficile d'engager des dialogues avec eux, ils doivent rapporter à leur supérieur hiérarchique et la décision prend du temps.

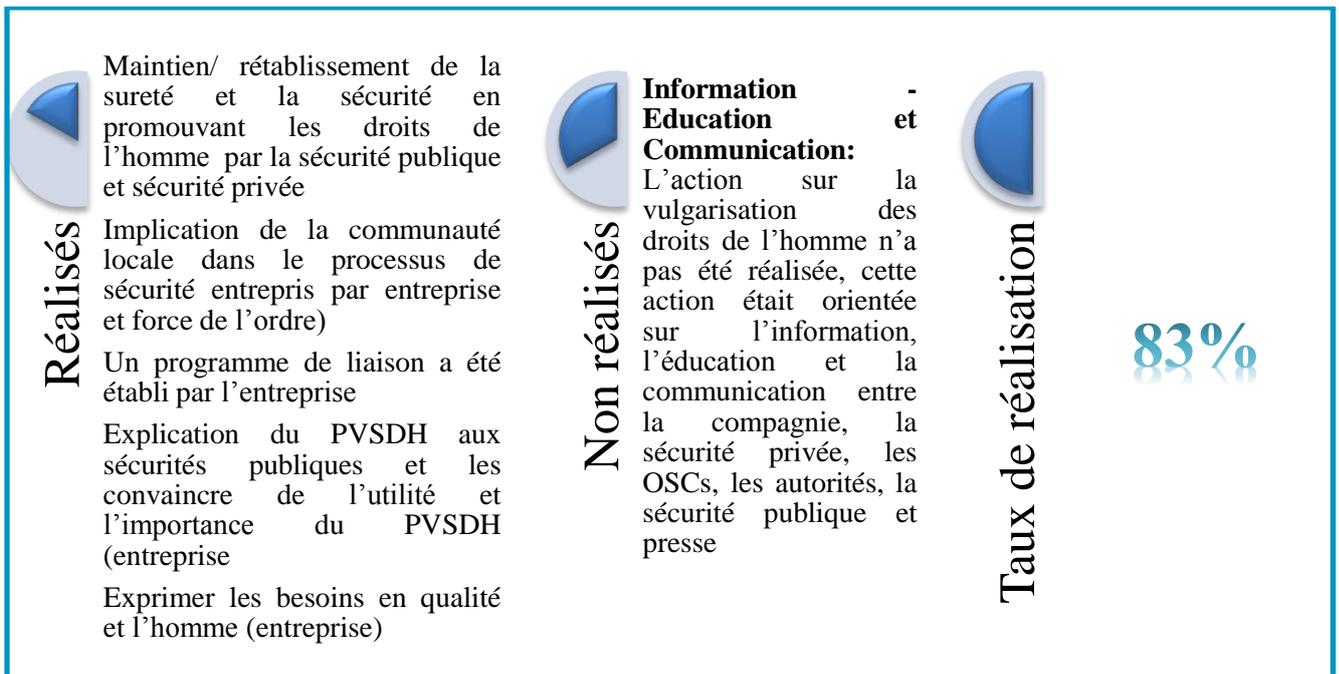
Entre les forces de sécurités publiques et privée, cette relation est difficile. Adhérer au principe volontaires liés à la sécurité et au droit de l'homme leurs incitent à travailler de manière indépendante au lieu de collaborer.

Malgré cela, les acteurs formés sont conscients que les actions viennent de débiter et que cette collaboration peut être améliorée. Tenant compte de ces résultats, des efforts doivent être déployés pour renforcer cette collaboration en matière de sensibilisations et communications et échange pour assurer l'adhésion de chaque partie prenante au principe volontaire.

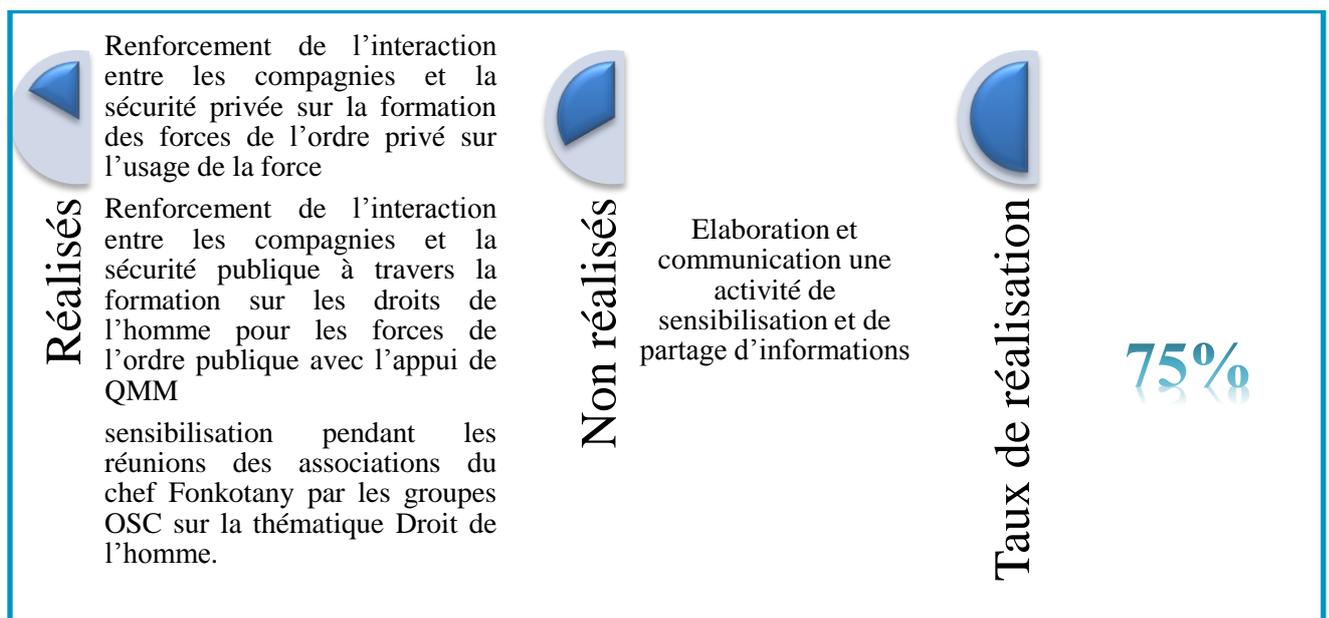
Par rapport au taux de réalisation des plans d'action :

Pour celle de la région de Melaky, les actions viennent de commencer et le comité a encore besoin d'appui.

Pour celle de la région d'Alaotra Mangoro : 11 personnes ont participé durant la réunion incluant les acteurs clés (Ambatovy, OSC, Force de l'ordre publique, sécurité privée et la presse), les plans d'action établis antérieurement ont été évalués par rapport à leur niveau de réalisation.



La réunion des comités dans la région d'Anosy: a été menée avec 7 participants représentant les entités concernées par les principes volontaires.



Implication des personnes formées dans des actions visant à améliorer l'accès à l'information des membres de la communauté.

Les personnes formées ont initié des actions de sensibilisation qui visent à améliorer l'accès de la communauté à des informations fiables ; ces actions sont diversifiées et sont effectuées soit à travers des actions individuelles, soit à travers des collaborations indépendantes, soit à travers les plans d'actions élaborés à travers le comité intersectoriel.

Durant les interviews avec les membres des comités, on peut affirmer que des collaborations existent entre les entités pour favoriser ces accès à l'information. Par exemple, les membres de la société civile avec l'aide des agents sociaux de la compagnie effectuent des descentes conjointes de sensibilisation (cas Alaotra Mangoro). Pour les représentants des sociétés extractives, le partage d'informations a été effectué par le biais des dialogues communautaires organisés conjointement avec une tierce entité ou des actions indépendantes. Ces sessions d'informations ont pour but de réitérer les sensibilisations et les informations en matière de sécurité afin d'adresser les différentes formes de désinformations/ rumeurs et mettre à disposition des membres de la communauté des informations pour favoriser la prise de responsabilité au niveau de la communauté. Dans la région Alaotra Mangoro, une forme de collaboration s'est créée entre la société extractive et les membres de la communauté des 3 fokontany environnant la mine en matière de sécurité pour favoriser l'échange d'informations.

« Le partage d'informations au niveau des communautés n'est pas dans le plan d'action du comité, mais relève de nos initiatives individuelles, c'est à la fois une éducation de la communauté mais également une occasion pour la communauté d'entrer en relation avec les forces de l'ordre ... Nous avons fait des sensibilisations locales concernant les droits de l'homme, nous avons reçu des affiches sur les droits de l'homme, et avons fait des sensibilisations au niveau des fokontany parce que les communautés ne connaissent presque rien sur les droits de l'homme. Nous avons ciblé les enfants dans les écoles, avec un petit livre provenant des nations unies et le groupement des OSC travaille avec nous » - Homme – autorité locale et membre du comité intersectoriel de la région Alaotra Mangoro.

5.3. Les leçons apprises, bonnes pratiques et les recommandations pour les initiatives futures

Compte tenu des résultats ci-dessus, l'équipe a identifié une série des leçons apprises et bonnes pratiques autour du quelles des recommandations ont été formulées pour les initiatives futures.

Les résultats révèlent que les parties prenantes, tant à travers les formations, les plans d'action du comité et les activités de dialogues sont très impliquées et convaincues de l'importance des dialogues. Capitaliser sur cette conviction permet d'atteindre facilement des résultats durables en termes de promotion des principes volontaires et promotion de collaboration avec les acteurs.

o Dialogues communautaires et tables rondes

Plus spécifiquement, dans la région Melaky, où certains participants doutent des capacités et volonté des autres acteurs à s'impliquer, des actions qui renforcent le niveau de confiance mutuelle entre les participants doivent être favorisées dans cette localité comme la continuité des activités de dialogues qui mettent ensemble les acteurs/ parties prenantes.

Dans les Régions Anosy et Alaotra Mangoro/Atsinanana, entrant dans la deuxième phase du projet, Seach a voulu impliqué les membres des comités en tant que co-modérateur des dialogues. Ainsi, deux leçons apprises ont été relaté :

- Le non sensibilité au conflit des parties prenantes dans leurs manières de communiquer leurs idées, tel est le cas des représentants des entreprises extractives durant les dialogues voulant à tout prix défendre leurs positions a été relaté par le coordonnateur du projet.
- La confusion sur la contribution des compagnies minières par les participants, dont le représentant est membre du comité dans les cas où ils étaient intervenants. La communauté pensait à une plateforme de transmission de doléances avec les compagnies minières

Il faut s'assurer de l'appropriation effective du concept de dialogue selon l'approche common ground par les membres du comité en ajoutant la thématique « dialogue sensible aux conflits » à la formation. De même, du côté de la communauté, l'organisation des formations sur les principes volontaires pour mieux cadrer la discussion et assurer une équité sur les connaissances des principes volontaires.

Dans une perspective de continuité entre le local et le national pour les plateformes de dialogue, la table ronde nationale n'avait pas de représentant issu des communautés locales afin de représenter les points de vue de ceux-ci à un niveau national. L'implication des membres de la communauté dans la prise de décision est importante, cela en ayant des représentants issus du local pour présenter les résultats des dialogues communautaires au niveau national. Aussi, les recommandations fournies au niveau local doivent être discutées à travers les tables rondes pour que les plans d'action nationale reflètent les recommandations à tous les niveaux, engageant toutes les parties prenantes

- **Le comité intersectoriel**

D'après l'évaluation, certains membres du comité de la région Anosy et Alaotra Mangoro/ Atsinanana ont déploré la **qualité de la communication et la manque de temps pour eux de se réunir afin de revoir le plan de travail et réaliser ensemble les actions**. Par conséquent, il faut inciter les membres des comités à mettre en place un système de communication entre eux pour le partage d'information et le suivi de leurs actions. Inciter également la mise en place d'un système de suivi des plans d'actions établis et impliquer les membres de la communauté, comme constituer un organe de suivi des plans d'actions impliquant la communauté.

Partager la **bonne pratique du comité de Alaotra Mangoro/Atsinanana sur l'implication des journalistes pour atteindre des cibles plus larges en organisant des visites d'échange inter régionales entre les comités**.

- **Emissions radiophoniques**

Les différentes émissions « Tokotany Iraisana » diffusées dans le cadre d'autres projet de Search et des « Tokotany Iraisana » sur les principes volontaires sur la sécurité et droits de l'homme sont confondus par les auditeurs. De ce fait, des thématiques sur les conflits fonciers, conflits domestiques, chômage des jeunes, gouvernance et développement local ont été également cités par les auditeurs. Par conséquent, **les auditeurs ont mentionné une difficulté à suivre la continuité des émissions de Search**. De plus, le changement d'horaire de diffusion et de radios partenaires pour chaque projet accentue cette ambiguïté. Certes, l'émission TKI est connue car Search en fait la production dans ses projets depuis 5 ans mais c'est la visibilité relative au thème de ce projet est à renforcer. Il faut faire des campagnes de communication de l'émission et assurer une visibilité optimale de l'émission pour garantir un taux d'écoute élevé et inciter les radios à utiliser la page Facebook de l'émission et les numéros de téléphone alloués en faisant des animations régulières. Aussi, dans la stratégie de production et de conception des émissions, harmoniser l'horaire de diffusion et les radios partenaires pour ne pas perdre l'impacts des programmes radios.

De même l'utilisation des points d'écoute mis en place dans d'autres projets, afin de disséminer les messages et promouvoir des droits de l'homme.

5.4 Les Histoires de succès



Les industries extractives figurent parmi les acteurs piliers impliqués dans la mise en application des principes volontaires sur la sécurité et les droits humains. Leurs participations ont été toujours sollicitées dans les activités et sont impérativement parmi les membres de comité intersectoriels dans les régions d'intervention du projet. Hery Ralamboson est celui qui représente la société extractive QMM dans la région d'Anosy. Hery Ralamboson est l'actuel Plant Protection Manager de QMM, le principe volontaire constitue déjà une des principes à laquelle il doit respecter dans la réalisation de son travail.

Toutefois, ce qui fait de Hery un acteur remarquable le projet, est comment il exploite la mise en application de ces principes volontaires avec l'approche Common Ground dans la réalisation de son travail. Convaincu de l'importance du dialogue pour résoudre les conflits, il promeut cette approche pour collaborer avec les autres acteurs impliqués dans la région. En effet, il reconnaît le fait que chaque acteur dispose de leurs intérêts respectifs mais c'est grâce au dialogue et concertation que ces intérêts peuvent répondre aux besoins de chaque partie, et dans ce sens, adresser aux problèmes relatifs à la sécurité et droit de l'homme.

Par ailleurs, il affirme qu'il n'a jamais été aussi impliqué dans des initiatives qui promeuvent les principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme. En tant que staff de la compagnie, il a réussi à promouvoir le respect et l'importance des principes volontaires au niveau de la direction qu'au niveau des sous-traitants de la compagnie en intégrant le principe à travers les formations. Il montre également une bonne volonté à travers le lead du comité intersectoriel de ce présent projet dans la région Anosy. Il s'implique dans la mobilisation de l'équipe, et s'implique au maximum avec eux pour informer les membres de la communauté locale, conjointement avec les activités de Search. Ensemble, ils projettent de produire un document de sensibilisation sur la sécurité et sur la responsabilité de la compagnie et de la communauté. Puis, avec QMM, ils projettent de mettre en place un centre national de formation sur les droits de l'homme à Fort Dauphin.

« Si l'on se réfère aux 3 derniers mois, depuis le recyclage jusqu'en février à travers le dialogue, la table ronde à Antananarivo, je n'ai jamais été aussi impliqué en termes de principe volontaire et ce n'est que le début.... Le principe volontaire, ce n'est pas seulement la gestion de conflits mais la prévention du conflit. L'approche de Search à travers mise en place de plateforme de dialogue et accepté par la communauté va occasionner des changements durables. » - affirme Hery

6. Conclusions

Cette évaluation a été réalisée après six(6) mois de mise en œuvre du projet dans les Régions Anosy, Alaotra Mangoro et Atsinanana. Les données ont été collectées à travers 44 interviews semi-structurées et 8 focus groupes.

Cette évaluation des résultats conclue que des changements ont réellement subsistés au sein des parties prenantes, notamment : le changement de capacité, le changement relationnel et le changement fonctionnel mais nécessite d'être renforcés et capitalisés pour que ce soit durable.

Cette deuxième phase du projet a été une opportunité de renforcer l'existence des comités intersectoriels dans les Régions Anosy, Alaotra Mangoro et Atsinanana, et la création d'un nouveau comité pour la Région Melaky.

Les membres de ces comités ont bénéficié de sessions de formations pour Melaky et de recyclage pour les autres régions sur les principes volontaires. A l'issue de la formation, les participants à la formation ont pu concevoir des plans d'action, et ceux des Régions Anosy, Alaotra Mangoro et Atsinanana ont pu revoir leurs plans d'actions sur base de leur réalisation.

Une augmentation de connaissances et de compétences des personnes formées ont été démontrée à travers des initiatives visant à promouvoir les principes volontaires, à l'exemple de la création de fiches ou d'émission promouvant les principes.

Ces initiatives sont issus d'initiatives individuelle mais aussi le fruit de la collaboration entre les acteurs participants aux activités du projet.

Toutefois, cette collaboration ne peut être durable, si et seulement si des acteurs prennent le lead et mobilise les autres acteurs ou une entité indépendante maintient cette relation de proximité, notamment au niveau des comités intersectoriels, où des appuis doivent être déployés pour que les actions de sensibilisations/informations soient concrétisées.

Les plateformes de dialogues mis en place ont encouragé la communication et ont répondu à court terme à des problématiques spécifiques identifiées au seins de chaque communauté ciblée. Soutenir ces actions permet d'accroître la motivation de ceux qui sont impliqué dans le respect des principes volontaires à rechercher des moyens collaboratifs pour résoudre les conflits liés à la sécurité et au droit de l'homme.

Cependant, le lien entre les dialogues communautaires et la table ronde nationale est encore à renforcer. Il faut que la communauté soit représenté lors des dialogues nationales, même si un rapport des plans d'action soit transmis à ce niveau national, il faut créer le pont entre les locaux et le national pour l'effectivité, l'appropriation des actions visant la promotion des principes volontaires.

L'initiation d'un changement durable pour une appropriation des principes volontaires requiert des actions continues, les activités effectuées durant ces 6 mois de mise en œuvre ont induits à des changements, lesquels doivent être consolidé et pérenniser.

Annexes

Annexe 1 : Tableau récapitulatif productions médiatiques

N°	THEMATIQUE	ANGLE	INTERVENANTS
1	PRINCIPES VOLONTAIRES : Principes volontaires sur le sécurité et droit de l'homme_Evaluation des risques	PRINCIPES VOLONTAIRES : Quelles sont les différentes enquêtes/recherches/études que les entreprises minières et pétrolières doivent effectuer ?	Vox pop Maintirano : Agriculteur, enseignant, fonctionnaire, médecin, société civile Invités : Seraly Boniface, Coordinateur régional Justice et paix Melaky Madagascar Oil (Malaladiana) ITW : DOLSAIN Guy Harvely_Chef de région Melaky Reportage (femme et développement/Maintirano)
2	PRINCIPES VOLONTAIRES : Principes volontaires sur le sécurité et droit de l'homme_Evaluation des risques	PRINCIPES VOLONTAIRES : Evaluation des risques_témoignage à Fort Dauphin	Vox pop : société civile, sécurité privée, société civile Invités : Ralamboson Hery (QMM) – Razanamampionona Firavao Lucienne (société civile) Success story : Maire Mandromondromotra
3	PRINCIPES VOLONTAIRES : Principes volontaires sur le sécurité et droit de l'homme_Evaluation des risques	PRINCIPES VOLONTAIRES : Evaluation des risques_témoignage à Fort Dauphin	Vox pop : société civile, sécurité privée, société civile Invités : Ralamboson Hery (QMM) – Razanamampionona Firavao Lucienne (société civile) Success story : Maire Mandromondromotra
4	PRINCIPES VOLONTAIRES : Principes volontaires sur le sécurité et droit de l'homme_Interaction entre sécurité publique et compagnie minière et pétrolière	PRINCIPES VOLONTAIRES : Relation entre les forces de sécurité publique et la compagnie minière et pétrolière	Invités : Madagascar Oil : Malaladiana Gendarme : Gendarme 1ère Classe Tsaramandia Denis ITW : Commissaire principal Maintirano (Randriamampionona Donald) – ITW Chef de région Melaky (Dolsain Guy Harvely) Success story : Permis environnemental _ITW DREEF Maintirano (Mr Lalaina)
5	PVSDH : Principes volontaires sur le sécurité et droit de	VSDH : Principes volontaires sur le sécurité et droit de	Invités : Haja Rakotomalala (Diricks) – Josoafavary Coysevox (Adjointe au Maire Ambohibary)

N°	THEMATIQUE	ANGLE	INTERVENANTS
	l'homme	l'homme_Expériences à Moramanga	Vox pop : autorité, sécurité privée, société civile, Ambatovy Success story : Mpifindra monina Ambarilava/besimpona (partie 1)
6	PVSDH : Principes volontaires sur le sécurité et droit de l'homme	PVSDH : Principes volontaires sur le sécurité et droit de l'homme_Collaboration de tous pour l'effectivité de l'application de ces principes	Vox pop : autorité, sécurité privée, société civile, Ambatovy Invités : Ony Razatovo, Andry Ramanantsoa (sociétés civiles) Success story : Mpifindra monina ambarilava/besimpona (partie 2)

Annexe 2 : Tableau récapitulatif des notes au pré et post test des participants formés et augmentation de connaissance.

Pseudo	Pré test	% pré test	Post test	% post test	Augmentation de connaissance
MANANTENA	8	40%	15	75%	35%
LG	8	40%	15	75%	35%
RILA	5	25%	9	45%	20%
*!	11	55%	18	90%	35%
TSIHE	6	30%	8	40%	10%
PISO	10	50%	16	80%	30%
SIFAKA	9	45%	16	80%	35%
APOAHO	6	30%	13	65%	35%
MODESTE	9	45%	14	70%	25%
ROBINSON	7	35%	15	75%	40%
JIRO	5	25%	13	65%	40%

HAGOAKELIKO	6	30%	13	65%	35%
DAX	5	25%	11	55%	30%
MICHEL	7	35%	7	35%	0%
SIHELY	4	20%	13	65%	45%
MINO	8	40%	16	80%	40%
TSATSA	8	40%	15	75%	35%
RANAH	8	40%	15	75%	35%
SOLA	6	30%	12	60%	30%
BANDY AKAMA	6	30%	10	50%	20%
RANDRIA	6	30%	11	55%	25%
VAZIMBA	8	40%	14	70%	30%
LENAMA	7	35%	15	75%	40%
SOMAPAKY	5	25%	14	70%	45%
NINJA	5	25%	18	90%	65%
YOYO	5	25%	11	55%	30%
MAKOMBY	7	35%	14	70%	35%
NANAH	7	35%	8	40%	5%
PITSANA	5	25%	13	65%	40%
BOBL	4	20%	10	50%	30%
TANANA	8	40%	17	85%	45%
FABIEN	6	30%	9	45%	15%
DADAFARA	6	30%	8	40%	10%
BOZY	7	35%	15	75%	40%
KETAKA	10	50%	18	90%	40%
Zily	6	30%	10	50%	20%
Lemota	4	20%	13	65%	45%

Balita	7	35%	13	65%	30%
Ricah	6	30%	11	55%	25%
Jango	6	30%	16	80%	50%
Bozy	6	30%	17	85%	55%
Toto	7	35%	12	60%	25%
Hitler	10	50%	16	80%	30%
Rasta	5	25%	13	65%	40%
Ravo	5	25%	8	40%	15%
Balita	9	45%	12	60%	15%
Ledada	5	25%	13	65%	40%
Haja	5	25%	12	60%	35%
Tiavina Rak	5	25%	14	70%	45%
XX	5	25%	11	55%	30%
Mena	4	20%	8	40%	20%
Manager	6	30%	11	55%	25%
Aubrac	8	40%	11	55%	15%
Linah	7	35%	14	70%	35%
RT	7	35%	11	55%	20%
Za Gasy	7	35%	10	50%	15%
Moyenne	7	33%	13	64%	31%